

PRÉFACE

Philippe Martinez et Benoît Teste

L'ouvrage que vous avez dans les mains est le fruit d'un travail collaboratif engagé par les deux associations créées par nos organisations respectives, l'Institut de Recherches de la FSU et l'institut CGT d'histoire sociale. Voilà une initiative qui mérite d'être saluée comme un signe positif donné au monde syndical. Les deux instituts n'ont pas le même objet, l'axe de travail de l'IHS CGT est l'histoire du mouvement social quand l'IR-FSU développe son activité dans un spectre plus large. Pour autant, les deux ont l'ambition commune d'alimenter la réflexion des syndiqués et de contribuer à leur émancipation. Ils associent tous deux des militants syndicaux et des universitaires dans leurs recherches et études, ce qui donne une véritable originalité à leurs travaux. Nous sommes convaincus que ce regard croisé sur une thématique telle que celle de l'égalité va ouvrir des débats nécessaires au sein de nos organisations syndicales dans la conduite de leur activité quotidienne.

Lorsque cette étude sur la place du syndicalisme dans la lutte pour l'égalité a été lancée, il n'était pas encore question de pandémie. Si les contraintes sanitaires que nous subissons ont rendu plus difficile sa réalisation, en contrepoint elles rendent encore plus pertinent son accomplissement.

En effet, dans cet épisode sanitaire si particulier, les inégalités ont été mises en lumière de manière cruelle. Ce sont celles et ceux qui sont au plus bas niveau de l'échelle sociale qui furent les plus exposés à la maladie. Ce sont les mêmes qui ont été stigmatisés et accusés de diffuser le virus alors que leurs conditions de travail et de vie dans des logements exigus ne leurs permettaient pas de respecter les consignes sanitaires. Ce sont leurs enfants qui ont

été pénalisés par l'enseignement à distance de l'école primaire à l'université, malgré les efforts réalisés par les enseignants. Ce sont ces familles qui ont, le plus, dû recourir à l'aide alimentaire.

Sur le plan économique, le bilan est identique. Les plus riches de notre pays ont vu leur fortune augmenter dans des proportions indécentes tout en profitant des largesses de l'État, pendant que les plus fragiles tombaient toujours plus bas dans la pauvreté, soumis au chômage partiel ou à la perte de leur emploi. « Quoi qu'il en coûte » a dit le président de la République, mais quoi qu'il en coûte pour qui ?

Cette pandémie a aussi re-dévoilé le rôle crucial de la Sécurité sociale, des services publics et les dégâts provoqués par des décennies de politique d'austérité, malgré l'engagement des agents chargés de les mettre en œuvre quelquefois au prix de leur santé. Elle a également mis en évidence le rôle primordial de ces travailleurs, majoritairement des travailleuses, qui étaient jusque-là invisibles : personnels hospitaliers et des EHPAD, aides à domicile, salariés du nettoyage ou du secteur du commerce et des services, livreurs à domicile... Souvent dans des conditions de précarité extrême et sous rémunérés.

Sur le plan international, dans un grands nombre d'États, dont plusieurs sont dits « développés », ce virus a majoritairement atteint et tué les plus défavorisés. Dans les pays pauvres, la plus grande partie de la population n'a pas pu avoir accès au vaccin, parce que les puissances occidentales, et particulièrement celles d'Europe, se sont opposées à la libération des brevets pourtant réclamée par de grandes nations comme l'Inde ou l'Afrique du Sud et malgré les alertes de l'ONU et de l'OMS.

C'est malheureusement dans ces périodes-là que les inégalités économiques et sociales sont mises en exergue car il n'est plus possible de les ignorer.

Il n'est plus possible, en particulier, de ne pas prendre en compte la revendication d'égalité entre les femmes et les hommes. La tâche du syndicalisme est immense sur ce terrain de l'égalité professionnelle, les écarts salariaux et les écarts de carrière encore considérables doivent être supprimés par une politique volontariste, les métiers dans lesquels les femmes sont majoritaires doivent être revalorisés, les violences sexistes et sexuelles doivent être combattues.

Globalement, les actions syndicales et les mobilisations sociales placent la lutte pour l'égalité au centre de leurs revendications, mais ce combat est-il identifié à son juste niveau ?

C'est ce qui a motivé les deux instituts à lancer cette étude thématique ayant pour point de convergence de questionner l'histoire croisée de l'action syndicale et de la lutte contre les inégalités depuis les origines du syndicalisme moderne jusqu'à l'époque contemporaine. Nous pourrions exprimer le sujet de ces études sous la forme d'un premier questionnement : le syndicalisme est-il porteur d'égalité ? Cette égalité qui est au centre de la devise républicaine, qui trône au fronton des établissements publics de notre pays, a bien du mal à se concrétiser dans la vie de celles et ceux qui produisent les richesses.

La notion d'égalité est par ailleurs bien souvent dévoyée, affichée pour mieux la rabougir, proclamée « la main sur le cœur » mais réduite à quelques politiques sociales parcellaires qui, en définitive, servent à justifier le maintien du régime global d'inégalité et, *in fine*, à faire disparaître de l'horizon politique l'objectif d'égalité réelle. Car, en effet, l'égalité que nous visons ne saurait se réduire à l'assistance ou au « filet de sécurité » minimal que prônent les libéraux. Et dès lors, un second questionnement parcourt cet ouvrage : de quelle égalité parle-t-on quand nous la revendiquons syndicalement ?

Il appartient aujourd'hui au syndicalisme d'ouvrir de nouveaux chemins de l'émancipation à partir de ce principe républicain dans une économie mondialisée et une société aux prises avec des bouleversements sociaux, auxquelles s'ajoutent des enjeux écologiques majeurs.

Cet ouvrage contribue à éclairer les processus à l'œuvre, leur enracinement dans l'histoire et leurs évolutions. Sa vocation est d'ouvrir des débats au sein du syndicalisme afin de tracer des pistes nouvelles dans le champ revendicatif comme dans notre visée de transformation sociale.

PHILIPPE MARTINEZ

(SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA CGT)

BENOÎT TESTE

(SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA FSU)